

**PRÉFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme BRUNO

☎ 04.91.15.64.65.

EB/BN

N° 99-45 C

M^r Bruno → CC
Acqje DS
Acqje JPU

et 11220
(414)

ARRÊTÉ

Autorisant la Société "LES CARRIÈRES DU BESTOUAN"
à exploiter une carrière sur le territoire de la commune
de CASSIS, lieu-dit "Le Bestouan"

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

VU le Code Minier,

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

VU la loi n° 93-3 du 4 Janvier 1993 relative aux carrières,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté ministériel du 10 Février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU le Schéma Départemental des Carrières approuvé par arrêté préfectoral n° 96-193 C du 1er Juillet 1996,

VU la demande en date du 15 Mai 1998, complétée le 9 Juin 1998, par laquelle Monsieur Charles TIERNO, de nationalité française, agissant en qualité de directeur de la Société "Les Carrières du Bestouan" dont le siège social est à CASSIS (13260), a sollicité l'autorisation d'exploiter une carrière de roche massive sur le territoire de la commune de CASSIS, lieu-dit "Le Bestouan",

VU le dossier annexé à la demande et notamment l'étude d'impact,

VU l'arrêté préfectoral n° 98-313 C du 12 Août 1998 soumettant la demande à l'enquête publique,

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 23 Septembre 1998 au 23 Octobre 1998 inclus et les conclusions du commissaire enquêteur,

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 23 Décembre 1998,

VU l'avis motivé émis par la Commission Départementale des Carrières au cours de sa séance du 22 Janvier 1999,

CONSIDÉRANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

CONSIDÉRANT cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions particulières en vue de réduire ces nuisances,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1er

La Société "Les Carrières du Bestouan", dont le siège social est à CASSIS (13260) est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de CASSIS :

- une carrière à ciel ouvert de roche massive figurant à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux plans de phasage des travaux d'extraction ci-joints.

Autorisation

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire de l'autorisation ou de ses contrats de forage.

ARTICLE 2 - Localisation et surface

Conformément au plan cadastral au 1/2000e, sur lequel est porté le périmètre d'exploitation ainsi que les diverses installations, et dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter la carrière porte sur les parcelles suivantes:

Section	Lieu-dit	Parcelles
CO n° 3	Le Bestouan	917, 918 et 920

La superficie globale de l'autorisation d'exploitation s'élève à 5240 m².

ARTICLE 3 - Durée de l'autorisation et capacité de production

L'autorisation est accordée pour une durée de 10 ans, à compter de la notification du présent arrêté.

L'autorisation vaut pour une exploitation dont les modalités sont énoncées ci-après :

- a) L'extraction sera effectuée par tirs à la poudre noire ;
- b) L'exploitation sera réalisée par décapage d'une strate de deux mètres d'épaisseur ;
- c) La production annuelle, destinée à la pierre de taille et de parement, n'excèdera pas 1000 tonnes.

ARTICLE 4

Les travaux seront conduits sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables, et particulièrement :

- de l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et de leur installation de premier traitement des matériaux, qui leur sont applicables ;
- du code minier (article 107 pour ce qui concerne la sécurité, la salubrité du personnel et la police) et notamment du décret de police n° 80.330 du 7 Mai 1980, du décret 80.331 du 7 Mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives, du décret n° 73.404 du 26 Mars 1973 portant réglementation de la sécurité des convoyeurs dans les mines et les carrières, du décret n° 55.318 du 22 Mars 1955 portant réglementation de la sécurité des silos et trémies dans les carrières, du décret n° 90-153 du 16 Février 1990 portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs.
- des dispositions particulières ci-après :

ARTICLE 5 - Information du public

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant doit mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux en caractères apparents indiquant son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

ARTICLE 6 - Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer les bornes nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

ARTICLE 7 - Déclaration de début d'exploitation de la carrière

Le bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation devra adresser au Préfet une déclaration de début d'exploitation de la carrière, en trois exemplaires, dès que les aménagements du site permettant la mise en service effective de l'extraction auront été réalisés : panneaux d'information, bornage, pistes pour les engins, clôture, accès à la voie de circulation publique au regard de la sécurité, fermeture de l'accès de la carrière en dehors des jours et heures de travail.

Cette déclaration devra être publiée aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans le département, dans les quinze jours qui suivront la réception de la déclaration en Préfecture ; elle devra être accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières.

ARTICLE 8 - Aménagements divers

Les aménagements visant à l'amélioration de l'intégration paysagère du site seront réalisés suivant les dispositions générales du dossier d'engagement d'août 1998, ayant reçu l'accord de l'Inspecteur des Installations Classées et annexé au présent arrêté.

ARTICLE 9 - Abattage à l'explosif

Pour l'abattage à l'explosif, l'exploitant doit être dûment autorisé à employer des explosifs.

Les tirs de mines doivent avoir lieu uniquement pendant les jours ouvrables, entre 8 h00 et 12 h 00 - 13 h 30 et 17 h30.

ARTICLE 10 - Remise en état

Les travaux de réaménagement du site consisteront en la réalisation d'un talus en pied de falaise sur une épaisseur moyenne de un mètre. Un enherbement rustique et des plantations de pied de paroi seront réalisés. Le carreau décapé sera laissé en l'état et débarrassé des tas de blocs et matériaux divers.

Si le remblayage par apport de matériaux extérieurs est nécessaire, il sera effectué dans le respect des dispositions de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994.

ARTICLE 11 - Interdiction d'accès

L'accès à toutes zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. La carrière sera entièrement clôturée pour toutes ces zones dangereuses avant le 31 Mars 1999.

ARTICLE 12 - Plan

Le plan de la carrière doit être établi et mis à jour au moins une fois par an ; sur ce plan, doivent être reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ;

- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;
- le plan de phasage de l'exploitation et de remise en état ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages et éléments de surface.

ARTICLE 13 - Prévention des pollutions accidentelles

Toutes les dispositions de l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 sont prises afin de prévenir les pollutions accidentelles.

ARTICLE 14 - Prévention de la pollution des eaux

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux doivent être intégralement recyclées. Le circuit de recyclage doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, doit être prévu et être facilement accessible.

ARTICLE 15 - Prévention de la pollution de l'air

L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation de poussières.

ARTICLE 16 - Déchets

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément, puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

ARTICLE 17 - Bruits et vibrations

L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour les habitants.

a) Bruits

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse,...) de ces locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB (A), d'une émergence supérieure à :

5 dB (A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés ;

3 dB (A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés ;

l'émergence étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt ; elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2^{ème} partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 Août 1985 (Journal officiel du 10 Novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement.

En limite de la zone d'exploitation autorisée, les niveaux de bruit à ne pas dépasser sont fixés dans le tableau suivant (application de l'arrêté du 20 Août 1985) :

Zones	Périodes	Niveaux limites de bruit en décibels dB(A)
	<u>Jour</u> : de 7 h à 20 h - jours ouvrables	$a = 70$
	<u>Période intermédiaire</u> : de 6 h à 7 h : jours ouvrables de 20 h à 22 h : jours ouvrables de 6 h à 22 h : dimanches et jours fériés	$b = a - 5$
	<u>Nuit</u> : de 22 h à 6 h	$c = a - 10$

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation moins de cinq ans avant la date de publication du présent arrêté doivent, dans un délai de trois ans après cette date, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 69-380 du 18 Avril 1969.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents, ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores doit être réalisé dès l'obtention de l'autorisation et ensuite au moins tous les trois ans.

b) Vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (habitées ou affectées à une activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

En dehors des tirs de mines, les dispositions de la circulaire du 23 Juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées doivent être respectées.

Des mesures de vibrations seront effectuées par un organisme compétent aux frais de l'exploitant, au moins tous les trois ans.

ARTICLE 18 - Rapport annuel de l'exploitant

L'exploitant devra adresser à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, avant le 1er Avril de chaque année, un rapport sur les travaux effectués et la production obtenue au cours de l'année écoulée, sur le réaménagement réalisé et les prévisions de l'année en cours au regard des mesures prescrites ; le plan demandé à l'article 12 devra être mis à jour et annexé à ce rapport.

ARTICLE 19 - Garanties financières

19.1 - Le montant de la garantie financière de la remise en état de la carrière, est fixé à 28000F pour la période s'étendant du 14 Juin 1999 au 14 Juin 2004.

19.2 - Le montant de cette garantie sera actualisé de la valeur de la variation de l'indice TP01 si celui-ci venait à augmenter de plus de 15 % avant le 14 Juin 2004.

19.3 - Cette garantie concerne la remise en état de la zone d'exploitation figurant sur le plan joint et les travaux de remise en état de cette zone prescrits dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter.

Elle est calculée sur la base d'une exploitation de 1000 tonnes annuelles.

L'avancement des travaux de remise en état apparaîtra dans le compte rendu annuel des travaux qui est à transmettre avant le 1er avril de chaque année au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Le montant de la garantie ne comprend pas l'achat des matériaux qui sont nécessaires à cette remise en état et qui sont, si la garantie venait à être mise en oeuvre, les matériaux de découvertes et les refus d'exploitation, stockés durant l'exploitation (comme cela est prescrit dans l'autorisation d'exploiter).

19.4 - Le document prévu par l'article 23.3 du décret 77.1133 du 21 Septembre 1977, modifié qui atteste la constitution de la garantie financière à partir du 14 Juin 1999 jusqu'au 14 Juin 2004 sera adressé au préfet et en copie à la DRIRE, avant le 14 Mai 1999.

19.5 - Toute modification des caractéristiques de la méthode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du préfet. Cette information sera accompagnée de la communication des nouveaux éléments de surface et de calcul du montant de la garantie financière, si celles-ci est majorée et de l'attestation d'un établissement financier ou d'une entreprise d'assurance s'engageant à constituer un nouveau montant de garantie financière, dès leur notification par le Préfet.

Toute rupture de l'engagement constituant la garantie financière sera immédiatement portée à la connaissance du Préfet. Il en sera fait de même en cas de dépôt de bilan et de toutes mesures issues d'une telle situation.

19.6 - Les éléments de calcul du montant de la garantie financière à constituer au 14 Juin 2004 seront transmis au préfet avant le 14 Janvier 2004.

19.7 - Il est rappelé que le préfet fera appel aux garanties financières dans les cas suivants :

- le non-respect des prescriptions de remise en état de l'arrêté préfectoral d'autorisation et des arrêtés complémentaires qui lui sont associés,
- la disparition juridique de l'exploitant.

Ces mesures suivront celles prévues par l'article 23 de la loi 76.663 du 19 Juillet 1976 modifiée.

ARTICLE 20

Une copie du présent arrêté devra être tenue sur le carreau de la carrière, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Une copie de l'arrêté sera déposée en Mairie de CASSIS et pourra y être consultée.

Une ampliation de l'arrêté sera également adressée à la commune de MARSEILLE dont le Conseil Municipal a été consulté.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en Mairie de CASSIS pendant une durée minimale d'un mois.

Le même extrait sera affiché de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Enfin, un avis sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 21

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 22 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Maire de CASSIS,
- Le Maire de MARSEILLE,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Chef du Service Départemental de l'Architecture,

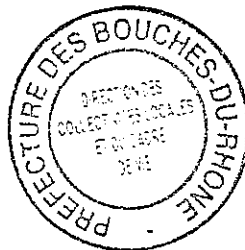
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE, le 08 MARS 1999

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau,

M. Inve
MARIE INVERNON



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre SOUBELET